

LE COOPÉRATEUR SUISSE

Organe officiel de l'Union suisse des coopératives de consommation (U.S.C.) Bâle

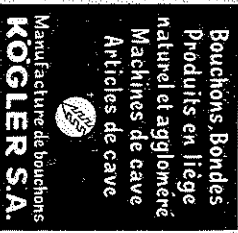
Bâle, le 23 novembre 1957 - Paraît chaque semaine

Edité et imprimé par l'U. S. C. - Rédaction: A. Dami

L'influence des impôts sur l'agriculture danoise

Le 8 novembre de cette année est le 55^e anniversaire de la célèbre Résolution de Koegé qu'ont prise dans cette petite ville danoise une vingtaine de petits paysans. Elle demande d'abolir tous les impôts qui pèsent sur le travail, sur les aliments, sur les bâtiments, sur les vêtements, les outils et sur le bétail, et de les remplacer par l'impôt sur la valeur foncière du sol. Grâce à la coalition des paysans, des ouvriers et des métiers libres de la classe moyenne, le Danemark est le seul pays d'Europe qui dispose d'une évaluation qui distingue scrupuleusement la valeur du sol, basée par la fertilité, la facilité de rendement, le site, les occasions d'exploitation et l'activité de la collectivité, des valeurs des bâtiments créées par le travail et les sacrifices individuels.

LAUFON (061) 89 63 84



Manufacture de bouchons
KOGLER S.A.
LAUFON (061) 89 63 84
Fournisseur de l'U. S. C.

Tandis que la valeur du sol est soumise presque sans exception à un impôt d'environ 3,5% en moyenne, la valeur des bâtiments est exempte jusqu'à 20 000 couronnes danoises (14 000 fr. s.) pour chaque bâtiment et de 2 000 couronnes danoises (1 400 fr. s.) pour chaque logement en location, et seul le montant qui dépasse cette exception, est soumis à un impôt d'environ 2%. Ceci fait que trois cinquièmes de la somme des valeurs de bâtiment ne payent pas d'impôts, ce qui forme le bénéfice des habitations des paysans, des ouvriers et de la classe moyenne.

La même façon de distinguer le sol du travail, qu'il soit actif ou cristallisé en vrai capital, fait que les revenus provenant du travail ou d'un capital productif sont soumis à des taux moins élevés que ceux sur les mêmes sommes de rente foncière gagnée sans travail. Enfin tant les impôts sur le chiffre d'affaires et sur la consommation, que les droits de douane sont limités à la charge des articles considérés comme dispensables, tels que le tabac, les boissons alcooliques, les automobiles et quelques objets de luxe.

Si l'on calcule le pouvoir d'achat d'un salaire horaire moyen pour les denrées indispensables, le standard de vie est au Danemark trois à cinq fois plus élevé que dans la plupart des autres pays d'Europe.

Je ne cite que quelques chiffres pour en donner une idée:

1 kg. de pain	coûte	Cr. dan. - ,55	Fr. s. - ,40
1 kg. de viande de bœuf	coûte	Cr. dan. 4. —	Fr. s. 2,80
1 kg. de beurre	coûte	Cr. dan. 6,20	Fr. s. 4,40
1 kg. de sucre	coûte	Cr. dan. - ,70	Fr. s. - ,50
1 litre de lait	coûte	Cr. dan. - ,51	Fr. s. - ,36

Le salaire horaire d'un ouvrier qualifié est de 4,80 à 5,85 couronnes danoises = 3,40 à 4. — fr. s. Celui d'un manœuvre 4,30 à 5. — couronnes danoises = 3. — à 3,50 fr. s.

Les réformes fiscales qui ont été réalisées après 1920 ont non seulement permis d'intensifier l'exploitation des terres qui étaient déjà exploitées, mais aussi d'étendre l'utilisation agricole à des terrains qui étaient restés en

friche sous la menace des impôts du modèle européen qui menacent de dépasser le rendement net.

		Avenir	
		1920	1940 1956
Rendement net du capital déclaré	15,4%	5,0%	5,0%
Rendement net des frais d'exploitation	43 %	16,5%	10 %
<i>Rendement total de l'agriculture danoise</i>			
		Accroissement	
		millions	
en unités de 100 kg. : blé	19,8	33,6	+ 73 %
céréales	63,9	112,1	+ 77 %
Rendement total de litres de lait	3 990	5 291	+ 32 %
Rendement total de kg. de viande	118	153	+ 30 %
Terrains en friche	ha. 144,800	ha. 26,700	six fois en 1944 12,000 douze fois

Le Danemark dont le sommet le plus haut ne dépasse pas 175 mètres, a perdu 150 000 ha. de terrains agricoles par l'extension des villes, mais les a récupérés par la fertilisation des bruyères du Jutland. L'île de Lollande ne rappelle pas seulement par son nom la Hollande, mais aussi par les dignes qui ont permis de gagner des terrains fertiles à quelques mètres au-dessous du niveau de la mer. Comme aux Pays-Bas, la réunion des îles entre elles et avec la terre ferme est projetée.

Par contre la Suisse, dont plus de la moitié est couverte par des hautes montagnes, et qui perd 2000 ha. de terrains agricoles par an, sans disposer de terre dont la récupération permettrait une extension agricole, souffre d'une forte disette de sol pour son agriculture. Mais malgré cela, elle ne songe aucunement à imiter la fiscalité danoise et reste fidèle à celle des autres pays d'Europe.

De même la France voit des régions se dépeupler; la Grande-Bretagne ne cultive qu'un quart de ses terrains fertiles, parce que les autres trois quarts sont menacés d'impôts exagérés; elle préfère faire venir son alimentation d'autipodes et du Canada qui n'a que quatre mois de l'année sans neige.

Il ne faut pas s'étonner des prix et de l'extension différé du Danemark et de la Suisse:

	Proportion	
	Danemark	Suisse
Hectare de terrain agricole (en fr. s.)	Fr. s. 1 000	Fr. s. 4 000
Bâtiments par hectare	930	3 500
Bétail par hectare (au Danemark le nombre des pores est le double de celui en Suisse)	530	1 500
Grandeur moyenne d'une exploitation (en hectares)	33	13,25
Prix d'une telle exploitation (en fr. s.)	93 000	140 000

Je cite les chiffres que donne M. Jean Rey. La superficie moyenne des exploitations d'au moins 1 ha. est de 6,8 ha. en Belgique, 9 ha. aux Pays-Bas, et 15 en France.

Ce qu'il y a de plus caractéristique dans le cheptel vif du Danemark, c'est le grand nombre de pores qui dépasse dans les petites fermes les 200 par 100 ha., soit

Naturellement, les regroupements peuvent s'effectuer à des niveaux différents suivant l'objet de l'étude et les matériaux statistiques disponibles. Pour une étude globale des économies nationales, on s'est d'abord contentée de distinguer trois fonctions fondamentales: *Production* (comptes des entreprises), *Consommation* (comptes des ménages) et *Administration* (Compte de l'Etat et des organismes para-administratifs). Ulérieurement,

écritures d'une banque unique: chaque crédit d'un compte entraîne le débit d'un autre. Lorsque l'on choisit comme critère de regroupement les opérations effectuées, et que l'on recherche par exemple dans un compte «Consommation» à rassembler les dépenses de consommation des différents groupes, le principe de la double écriture demeure: aux dépenses de consommation des ménages correspondent les recettes

- entre un agent du mouvement et l'extérieur» (achat par un sociétaire à un commerçant privé...);
- à l'extérieur du mouvement (achat d'un consommateur non coopérateur à un commerçant privé...).

Les comptes des consommateurs. - Le problème est de comptabiliser les opérations qui interviennent entre les consommateurs et la coopérative, en les replaçant dans le cadre de l'ensemble des opérations qui interviennent dans l'économie nationale entre consommateurs et entreprises. Cela revient à dire par exemple qu'il faut présenter à côté des «achats des coopérateurs à la coopérative»:

- les achats de «non-coopérateurs» à la coopérative;
- les achats par les coopérateurs à d'autres fournisseurs, de produits qui sont ou ne sont pas vendus par les coopératives;
- les achats de «non-coopérateurs» à d'autres fournisseurs, en distinguant selon qu'il s'agit de produits vendus ou non par les coopératives, et «d'îlots d'approvisionnement» (notion à préciser) à l'intérieur desquels existe ou n'existe pas de magasin coopératif.

Aux achats des consommateurs, qu'il n'est évidemment possible de ventiler qu'en ayant recours à des enquêtes sur les budgets du groupe des coopérateurs et des «autres consommateurs», correspondent les recettes des coopératives... et des autres commerçants.

Les comptes des entreprises coopératives. - Suivant que leur activité principale est d'ordre commercial, financier ou industriel, les entreprises coopératives sont classées dans des «secteurs» distincts au sens de la comptabilité nationale; c'est d'ailleurs une des raisons qui rendent nécessaire la construction d'un cadre comptable distinct pour le mouvement coopératif tout entier.

Si nous nous contentons d'une analyse simple des fonctions remplies par ces entreprises, nous pouvons établir le classement suivant:

1° *Des sociétés locales ou régionales* sont directement en contact avec les consommateurs; bien que leurs structures très diverses exigent, pour établir des comparaisons régionales, de séparer l'activité de leurs magasins, de leurs entrepôts et de leurs éventuels services de production. Il est possible de dresser pour elles des comptes qui reprennent:

- au crédit leurs ventes aux consommateurs, sociétaires ou non;
 - au débit leurs frais d'exploitation et leurs achats à divers fournisseurs, appartenant ou non au «secteur coopératif».
- La partie crédit va donc correspondre au débit du compte des consommateurs, la partie débit au crédit soit des fournisseurs «extérieurs», soit des entreprises coopératives situées à un autre niveau.

2° *Une organisation centrale* est destinée à centraliser les achats des sociétés régionales; suivant qu'elle agit pour son propre compte ou pour le compte des sociétés auxquelles elle est liée par contrat, ses opérations sont différentes. Toutes cependant peuvent donner lieu, pour calculer notamment le degré de fidélité des «clients», à l'enregistrement suivant:

- au crédit de la centrale la vente des produits aux sociétés adhérentes;
- au débit ses frais d'exploitation et ses achats à divers fournisseurs, en distinguant toujours selon qu'ils

font ou non partie du mouvement (qu'il s'agisse de services de production qui lui sont juridiquement rattachés ou de sociétés au sein desquelles elle a une participation majoritaire).

3° *Enfin des services de production* sont à la fois en relation avec la centrale (qu'il les contrôle et les finance) et les sociétés régionales (auxquelles ils livrent leurs produits). Au crédit de leur compte pourraient donc être notées les ventes aux sociétés, au débit leurs frais d'exploitation, le revenu d'exploitation étant reversé à la centrale qui est juge de son affectation.

*

Au terme de cette ébauche, nous voyons donc se dessiner les principales articulations qui forment l'armature des activités du secteur coopératif: achats des consommateurs, achats des sociétés passant ou non par le canal de la S.G.C.C. et s'adressant ou non à des usines appartenant au mouvement coopératif.

Les difficultés d'établir un tel tableau d'ensemble des opérations effectuées par le «secteur coopératif», avec les ventilations appropriées par produit et par région, sont considérables. Plus difficiles encore seront probablement les problèmes à résoudre pour établir parallèlement les comptes des autres secteurs commerciaux: magasins et grossistes indépendants, sociétés à succursales multiples, centrales d'approvisionnement, grands magasins, etc.

Pourtant, l'établissement d'un tel tableau nous semble indispensable pour la préparation d'un véritable plan de développement. Pour dépasser la «photographie» du secteur coopératif, il faut en effet entrer dans la description de ses liaisons fonctionnelles avec le reste de l'économie et de ses liaisons internes. C'est le seul moyen par exemple de savoir ce que peut coûter le développement de telle activité, de chercher comment les ressources financières et humaines peuvent être dégagées... et d'établir les priorités nécessaires.

(Coopération, Paris)



Hôtes indésirés sont détruits grâce à

Zelio

environ le double du nombre correspondant dans les fermes de plus de 100 ha. Le nombre des chevaux est encore très élevé dans les fermes de moins de 20 ha., que les Danois appellent encore « petites fermes », mais dans les fermes moyennes et grandes il était déjà plus faible et diminue maintenant de plus en plus vite à la suite de la mécanisation par les tracteurs.

Les rendements bruts de l'exploitation des plantes semblent bien bas pour les petites fermes, si l'on voit les 120 fr. s. qui y restent par ha. pour la vente, à côté des 600 fr. s. par ha. des fermes de plus de 100 ha., mais par contre le rendement brut de l'exploitation de bétail de 2300 fr. s. par ha. dans les petites fermes est le triple des 700 fr. s. en moyenne des grandes. Voilà pour quoi le rendement brut total est le double chez les petits que chez les grands. Mais si l'on veut se faire une idée plus juste de la production nette, il ne faut déduire des rendements bruts que les dépenses en monnaie pour les achats des aliments, des engrais et des semences, car presque la totalité des rendements en plantes sont utilisés dans les petites fermes pour l'alimentation du cheptel, relativement plus nombreux que dans les grandes, d'autant plus que ces dernières ont des exploitations plus étendues en céréales. Ce calcul donne une production nette par ha. de 1750 fr. s. dans les petites et de 1000 dans les grandes propriétés.

De même la situation sociale des petits, toujours par ha. en moyenne de 850 fr. s. est relativement bien supérieure à celle des grands de 767 fr. s. par ha., si l'on calcule les salaires en nature du paysan comme gérant de sa propriété et des membres de la famille comme travailleurs auxiliaires. La totalité des revenus de toute la famille est pour les petites fermes d'environ 6000 fr. s. par an et ne s'élève qu'à 17 000 fr. s. pour les grandes, tandis que les frais de salaires des ouvriers loués ne sont que de 700 fr. s. dans les petites fermes mais dépassent 60 000 fr. s. dans les grandes.

La somme totale du rendement net, des salaires de gérant, des membres de famille et des ouvriers loués, ainsi que des impôts immobiliers montre une supériorité indiscutable des petites fermes par 1200 fr. s. par ha. contre 700 dans les grandes. L'auteur de la Résolution de Koegé, Sophus Berthelsen, avait donc bien raison de dire que l'exploitation agricole en petites fermes était la meilleure forme d'avenir dans l'agriculture danoise. Il est vrai qu'il se produit aussi au Danemark une fuite de la campagne vers les villes, et que malgré le manque total de mines de fer ou de charbon, de sources de pétrole ou de forces vives, le Danemark occupe 36 % de sa population laborieuse dans l'industrie et seulement 22 % dans l'agriculture, la forêt et la pêche, ce qui est en contradiction avec l'opinion très répandue que le Danemark est un pays nettement agricole. La coopération agricole où le Danemark vient en tête, projetée des grands travaux comme la grande porcherie coopérative en construction sur l'île de Fionie.

La grande étendue de la campagne, de 40 000 km² contre 2000 km² de terrains urbains, est un trompe-l'œil qui laisse croire que l'impôt unique est une injustice à l'égard des paysans, en les faisant payer trop, mais comme il s'agit d'un impôt sur la *valeur foncière*, celle-ci est environ d'une grandeur égale à toutes les terres rurales et des terres urbaines, en y ajoutant les agglomérations de caractère urbain du centre des villages. Mais ce n'est pas non plus hostile aux habitants des villes, car là aussi ce qui varie surtout c'est la valeur

Echec à la vie chère

La *National-Zeitung*

du 4 novembre 1957 annoncée :

« Sur l'invitation de l'A.C.V. des deux Bâles a eu lieu une discussion avec les organisations cantonales faïtières des salariés (cartel syndical, cartel des employés, société des commerçants et cartel syndical chrétien). Tous les participants ont condamné à l'unanimité la politique des prix du Conseil fédéral qui reporte, précisément au moment actuel, la hausse du prix du lait sur les consommateurs contre les recommandations des principales associations économiques. Le Conseil fédéral contrevient ainsi à ses propres efforts en vue de freiner la hausse des prix et de maintenir la valeur de la monnaie. La solution du problème des prix, pour le lait et les produits agricoles, doit être recherchée dans l'abaisssement des frais de production de l'agriculture. Les participants ont également — et fort heureusement — rejeté la « grève du lait » comme étant un moyen malhonnête de combattre le renchérissement, car ce moyen frapperait en premier lieu les familles nombreuses. Après avoir attentivement étudié la situation des prix et celle de l'approvisionnement, les participants ont pris connaissance avec satisfaction du fait que l'A.C.V. fait de nouveau tout son possible pour combattre le renchérissement des denrées indispensables, en particulier par des campagnes de ventes à meilleur marché. »

foncière d'après le site du sol, tandis que la construction de la même maison dans un faubourg tend tout au plus à être plus chère qu'au centre de la ville. L'impôt qui distingue strictement la valeur du sol de celle des bâtiments, est ainsi plus juste qu'un impôt immobilier qui confond par leur identification ces deux valeurs. La preuve en est l'essor qu'a pris la construction des logements au Danemark après les réformes fiscales.

Réformes fiscales	Argent		Proportion
	1920	1926	
Nombre de constructions annuelles	Logements		
En général	5 000	20 000	4 à 5
		à 25 000	
Dans les villes de province	1 300	8 000	6
Constructions en particulier à Copenhague et environs	930	10 300	11

Les dernières élections parlementaires ont valu une grande victoire aux partis qui proposent de continuer à remplacer les impôts sur les bâtiments et sur les revenus par l'impôt sur la valeur foncière du sol, bâti ou non, cultivé ou non. C'est un exemple qui devrait attirer l'attention des responsables d'autres pays. P. Giannelias

Baromètre de l'économie

En dépit des mesures de restrictions prises en haut lieu en vue de la réduction des crédits et par conséquent de la hausse du taux d'escompte et du taux hypothécaire, la haute conjoncture subsiste dans notre pays, bien que certains signes déjà laissent entendre que la période d'expansion proprement dite touche à sa fin et qu'on va entrer plutôt dans une période de stabilité.

L'ensemble des débits du commerce de détail (n° 23) a dépassé l'an dernier de 40% les chiffres de 1949, un peu moins il est vrai si l'on tient compte de la hausse des prix qui a été d'environ 10% depuis lors. Cette année 1957, il semble que le chiffre de débit sera de 50% plus élevé qu'en 1949 et cette hausse est du même ordre, approximativement, pour les sous-groupes des denrées alimentaires (n° 24) et du vêtement (n° 25); mais pour le vêtement les prix sont montés relativement davantage ces derniers mois.

Le tourisme, de son côté (nos 29 et 30) a atteint l'été dernier de nouveaux records. Le mois d'août accuse 4,41 millions de nuitées (4,65 si l'on ajoute les sanatoriums et les établissements de cure dont la fréquentation, on le sait, diminue ces derniers temps) et les nuitées d'étrangers se sont montées à non moins de 2,36 millions, soit, pour le mois d'août, le double du chiffre des hôtes indigènes; la fréquentation suisse n'augmente que très peu, les Suisses se rendant de plus en plus à l'étranger (effet de la motorisation), mais les étrangers, en revanche, affluent de plus en plus en Suisse, en particulier les Français pour lesquels la Suisse est devenue un pays meilleur marché que le leur. Pour la première fois, d'ailleurs, les Français sont en tête des chiffres du mois d'août ou dominaient jusqu'ici les Anglais les Allemands pendant toutes

les périodes d'entre-saison). Du train dont nous allons, d'ici deux ans il y aura en Suisse, au mois d'août, autant de nuitées que notre pays compte d'habitants!

Les transports des C.F.F. se sont accrus, mais pas dans la même proportion (toujours les effets de la motorisation). Au cours des trois premiers trimestres de l'année, cet accroissement est de 3% environ (n° 32). En revanche, le transport des marchandises, plus important pour rendre compte de l'activité économique, s'est accru davantage (n° 33). Depuis février il y a de nouveau chaque mois plus de deux millions de tonnes de marchandises transportées par chemin de fer et l'accroissement par rapport à la même période de 1956 est de plus de 15%.

La construction de logements (n° 35) dépasse de 15% celle de l'année précédente, mais il y a eu 16% de moins d'autorisations de construire. (N° 36), conséquence des restrictions apportées en haut lieu à l'expansion économique et aux investissements. Cette diminution des autorisations de construire se répercutera plus tard, bien entendu, sur les chiffres des logements achevés.

Enfin la chute des prix des matières premières sur les marchés mondiaux se poursuit; elle est même considérable (nos 41 et 42) puisque la baisse est de 7 1/2% d'un mois à l'autre, aux Etats-Unis et plus encore en Angleterre; les deux indices Moody et Reuter sont désormais en-dessous des chiffres moyens des trois dernières années. Ces baisses, malheureusement, ne se sont pas encore répercutées sur les prix de détail, (nos 1-4) qui continuent à monter (sauf pour le pain), qui ont désormais dépassé l'indice 180 et qui, d'ailleurs, englobent aussi les « services ».

	Unité ou base	Moyenne mensuelle			Avril 1957	Mai 1957	Juin 1957	Juillet 1957	Août 1957	Sept. 1957
		1954	1955	1956						
		1954	1955	1956						
1. Indice suisse des prix à la consommation.	août 1939 = 100	171	173	175	177	178	178	179	179	180
2. Indice des denrées alimentaires.	août 1939 = 100	188	190	194	193	194	195	195	197	198
3. U.S.C.: Indice des prix de détail, total	1. 9. 1939 = 100	182	183	186	.	191
4. ditto des denrées alimentaires.	1. 9. 1939 = 100	178	180	182	.	187
5. Indice des prix de gros	août 1939 = 100	214	215	220	224	225	226	224	223	223
6. Indice des prix d'importation	1949 = 100	102	101	104	.	.	108	.	.	107
7. Indice des prix d'exportation	1949 = 100	96	94	93	.	.	94	.	.	95
8. Importation de produits fabriqués	1949 = 100	187	221	254	296	293	269	312	265	268
9. Importation de matières premières	1949 = 100	134	172	198	203	222	206	221	195	190
10. Importation de denrées alimentaires.	1949 = 100	105	114	132	130	135	111	130	110	131
11. Total des importations (volume)	1949 = 100	150	170	196	212	219	198	223	192	197
12. Exportation totale (volume)	1949 = 100	154	170	188	180	205	192	207	182	197
13. Importation, total, valeur	millions fr.	466	633	633	727	746	688	753	656	655
14. Exportation, total, valeur	millions fr.	439	468	517	528	575	539	578	506	559
15. Encaisse or	millions fr.	6177	6305	6795	6866	6837	6917	7095	7181	7348
16. Devises pouvant servir de couverture	millions fr.	517	598	586	461	611	676	527	535	489
17. Billets en circulation	millions fr.	4904	5057	5190	5533	5538	5635	5531	5565	5432
18. Autres engagements à vue	millions fr.	1802	1874	2223	1839	1953	2024	2135	2170	2420
19. Demandes d'emploi	nombre	5127	3342	3560	1176	1038	971	960	986	1154
20. Chômeurs complets	nombre	4329	2713	3038	761	615	530	554	575	723
21. Production des cigarettes	millions fr.	662	699	727	699	815	778	856	775	741
22. Mouvement des bourses (Zurich/Bâle)	millions fr.	1077	1308	1278	1043	1240	1260	1358	1060	1098
23. Mouvement du commerce de détail	1949 = 100	122	130	141	156	145	151	150	128	139
24. do, produits aliment.	1949 = 100	123	128	139	152	147	157	142	142	.
25. do, habillement	1949 = 100	118	124	132	157	130	136	147	97	.
26. Abatages dans 43 villes	tonnes	6525	6691	7101	7586	7163	6568	7490	6913	7313
27. Impôt sur le chiffre d'affaires, trimestre	millions fr.	125	135	137	.	.	136	.	.	151
28. Mouvern. des comptes de chèques post.	millions fr.	10662	11463	12570	12845	13294	13115	14911	13055	12309
29. Industrie hôtelière, nuits d'hôtel	1000	1616	1715	1797	1502	1549	2326	3651	4410	.
30. dont: hôtes étrangers	1000	841	914	968	838	775	1437	2080	2861	.
31. Recettes du trafic des C.F.F.	millions fr.	60	64	68	69	70	68	82	78	75
32. Trafic voyageurs C.F.F. (transportés)	1000 personnes	17023	17470	17970	20700	16300	17600	18600	18000	20000
33. Trafic marchandises C.F.F. (transp.)	1000 tonnes	1750	1931	2000	2110	2290	2090	2420	2280	2260
34. Trafic marchandises sur le Rhin	1000 tonnes	375	382	440	404	572	507	604	545	483
35. Logements construits	nombre	1375	1395	1377	1466	1102	2604	1472	1021	2085
36. Constructions autorisées	nombre	1784	1929	1510	959	1404	1680	1884	1501	1282
37. Courant électrique, utilisé au pays	millions kWh	911	995	1046	1028	1078	1071	1164	1137	.
38. Faillites déclarées, total	nombre	58	49	52	29	47	48	61	46	47
39. Produits agricoles, indice des prix	1948 = 100	97	99	100	101	102	103	102	102	.
40. Agents de la prod. agric., ind. d. prix	1948 = 100	103	107	110	112	112	112	112	112	.
41. Moody-Index, matières premières USA	31. 12. 1931 = 100	422	404	418	406	417	425	431	419	388
42. Index Reuter, prix des produits bruts	18. 9. 1931 = 100	488	494	483	479	468	464	450	445	427

* Au 15 octobre